

Unité Départementale des Landes
Cité Galliane
9 avenue Antoine DUFAU
40011 MONT DE MARSAN cedex

Mont de Marsan, le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

THEBAULT-PLYLAND
Rue de la Gare
40210 SOLFÉRINO

Références : BR/IC40/DREAL/2023D/4623

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 juin 2023 sur le site de l'installation classée située rue de la Gare sur la commune de Solférino exploitée par la société THEBAULT-PLYLAND.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objet de faire le point par sondage sur les suites données à l'inspection précédente et a été réalisée dans le cadre de l'action locale sur l'isolement des stockages de bois annoncée par courrier le 27 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société : THEBAULT-PLYLAND
- Adresse : Rue de la Gare 40210 SOLFÉRINO
- Code AIOT : 005208150
- Régime : Enregistrement
- Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le thème de visite retenu est le suivant :

- action locale : isolement des stockages de bois ;

- suites de l'inspection du 30 septembre 2022 (par sondage).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Isolement des stockages de bois	Art. 2 du Titre II de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 Article 40 du Titre VIII de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 Article 43 du Titre VIII de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 Article 5.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015	Susceptibles de suite (inspection du 30/09/2022)	
2	Installation de traitement de déchets non autorisée	Article 1.1 du Titre I de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2008	-	
3	Exploitation non autorisée d'une installation de stockage de déchets	Article 34 du Titre VI de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 Article 36 du Titre VI de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008	Susceptibles de suite (inspection du 30/09/2022)	
4	Rejet à l'environnement non autorisé d'effluents résiduaires non traités	Article 11 du Titre III de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 Article 14.2 du Titre III de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008		

2-3) Ce qu'il faut retenir des constats

Les stockages répertoriés sous la rubrique ICPE n°1532 ne sont pas conformes au dossier de « porter à connaissance » déposé par l'exploitant le 07 février 2023 ni à celui d'octobre 2014. Dans ces conditions, les prescriptions en matière de stockage de bois ou matériaux combustibles analogues de l'arrêté d'autorisation du 18 avril 2008 ne sont pas respectées.

L'exploitant exploite une installation de traitement de déchets sans disposer de l'autorisation requise. En effet, lors de l'inspection, il est constaté la présence une installation de chauffage permettant l'évaporation des eaux résiduaires issues des opérations de lavage des encolleuses. Cette pratique doit faire l'objet d'une régularisation d'activité. Dans l'attente de l'établissement et de l'instruction de cette demande de régularisation, l'exploitant doit suspendre l'activité de cette installation de traitement de déchets. Dans cette situation, les déchets actuellement traités sur site seront éliminés vers une filière de traitement adaptée et autorisée.

Il est par ailleurs constaté que des effluents résiduaires sont rejetés directement au milieu naturel sans traitement et sans autorisation. De plus, au sein du site, il est constaté la présence de dépôt de déchets stockés à même le sol sans précaution particulière d'exploitation quant à la prévention de la pollution des eaux superficielles et souterraines.

2-4) Fiches de constats

N°1

Référence réglementaire :

Art. 2 du Titre II de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Article 40 du Titre VIII de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Article 43 du Titre VIII de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Article 5.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015

Thème(s) :

Action locale « isolement des stockages de bois »

(annoncée par courrier du 27 janvier 2023)

Prescription contrôlée :

Article 40 AP 18/04/2008 :

Les dépôts de bois sont placés à une distance de 10 m des limites de propriété ...

La hauteur des piles ne doit pas compromettre leur stabilité, les stockages sont séparés par des allées d'une largeur minimale de 5 m.

Les aires de stockage sont nettoyées en tant que besoin.

Article 43 AP 18/04/2008 :

Aménagement des piles de bois en blocs au sol de 400 m², espaces entre blocs et parois de 0,80 m, espaces inter-blocs de 1 m, allées de 2 m entre les ensembles de blocs, espace minimal de 0,90 m entre la toiture et le sommet des blocs.

Article 5.6.1 APC 25/06/2015 :

Distance de 1 m entre sommet des stockages et parois des locaux de stockage, distance de 1 m entre base toiture et sommet des stockages

Constats :

Suite à l'inspection du 30 septembre 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de déposer un « porter à connaissance » comportant :

- un plan du site signalant toutes les zones (intérieures et extérieures) dédiées aux stockages et leurs volumes ;
- un récolement à l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 ;
- une évaluation des effets des flux thermiques justifiant que les effets létaux ne sortent pas du site ;
- une mise à jour du calcul des besoins en eau incendie (D9) ;
- une mise à jour de l'évaluation des besoins nécessaires pour confiner les eaux d'extinction d'incendie (D9A).

L'exploitant a répondu à cette demande le 07 février 2023.

Il a été observé le jour de l'inspection qu'il n'y a pas de concordance entre les stockages sur site et ceux mentionnés sur le plan transmis par l'exploitant.

En outre, ces stockages dans l'ensemble ne respectent pas les règles de distanciation applicables :

- un stockage de billons stockés au Nord du site derrière les tas d'écorces n'est pas mentionné sur le plan ;

<ul style="list-style-type: none"> - les stockages de produits finis du bâtiment de production ne correspondent pas à ceux définis sur le plan ; - les stockages de briquettes ne sont pas stockés selon l'organisation prévue dans le « porter à connaissance » d'octobre 2014 (positionnement et hauteur non conformes) ni selon le plan transmis par l'exploitant dans le « porter à connaissance » du 07 février 2023 (positionnement non conforme) ; - les colis de produits finis (bâtiment Sud) ne sont pas stockés selon l'ilotage prévu dans le « porter à connaissance » du 07 février 2023 (cf évaluation des effets des flux thermiques).
<p>Observations :</p> <p>Suite à l'inspection du 30 septembre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de déclarer les lieux d'implantation de ses stockages de bois et de procéder à l'évaluation des risques associés (plan des stockages, récolement à l'arrêté ministériel, évaluation des effets des flux thermiques, mise à jour du calcul D9/D9A).</p> <p>Les éléments de déclaration transmis par l'exploitant ne sont pas cohérents avec les conditions d'exploitation constatées sur site lors de l'inspection.</p> <p>Au vu des éléments ci-dessus, il convient que l'exploitant procède à la mise à jour du « porter à connaissance » du 07 février 2023 compte tenu des modalités d'exploitation constatées sur site (capacité de la rubrique ICPE n°1532, plan des stockages, évaluation des effets des flux thermiques, récolement à l'arrêté ministériel (dérogations à formaliser), calcul D9 / D9A ...).</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de déposer un nouveau « porter à connaissance » portant sur les stockages répertoriés sous la rubrique ICPE n°1532.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure
Proposition de délai : 3 mois

N°2

<p>Référence réglementaire :</p> <p>Article 1.1 du Titre I de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2008</p>
<p>Thème(s) : Installation de traitement de déchets non autorisée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation</p>
<p>Constats :</p> <p>En face de la zone de stockage des IBC, il a été constaté la présence d'une installation de traitement de déchets (bac métallique chauffé au gaz à priori) : L'exploitant a indiqué que cette installation permettait d'évaporer les effluents résiduels issues des opérations de lavage des encolleuses. L'exploitant a précisé que cette installation n'était plus utilisée. L'inspection a cependant constaté que le bac métallique était chauffé lors de la visite et que des traces de concentrats étaient présentes au fond de ce bac (dépôts noirâtres).</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni plus d'informations permettant de justifier l'élimination des déchets issus de cette installation mais a ajouté qu'il était envisagé de les incinérer dans les chaudières.</p> <p>Il semblerait que le tas de déchets non identifiés observé lors de l'inspection du 30 septembre 2022 provienne de cette installation de traitement de déchets (tas de déchets de type concentrés de</p>

résidus de colle).

Observations :

Les installations de traitement de déchets relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société THEBAULT PLY LAND, pour le site exploité sur la commune de Solférino, ne dispose pas de l'autorisation requise pour traiter les effluents résiduels issus des opérations de lavage des encolleuses par évaporation.

L'exploitant doit procéder à la régularisation de ses activités par le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale. Dans l'attente de la régularisation, l'exploitation de cette installation de traitement doit être suspendue.

L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection l'élimination des eaux résiduelles de lavage des encolleuses par une filière de traitement adaptée et autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Proposition de délai : 1 mois

N°3

Référence réglementaire :

Article 34 du Titre VI de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Article 36 du Titre VI de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Thème(s) : Exploitation non autorisée d'une installation de stockage de déchets

Prescription contrôlée :

Gestion des déchets : les déchets avant élimination sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques.

Élimination / valorisation des déchets : les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées.

Constats :

- Des cendres sont stockées au Nord du site à même le sol sans précaution particulière concernant la prévention de la pollution des eaux souterraines par la percolation des eaux météoriques lixiviant les déchets (constat déjà effectué lors de la précédente inspection).
- Le tas de déchets de type « concentrats d'évaporation » observé lors de la dernière inspection n'est plus présent sur le site. L'exploitant n'a pas justifié son élimination (demande faite lors de l'inspection précédente). Il est constaté lors de l'inspection que les lieux à proximité du stockage sont remblayés.

Observations :

La DREAL propose de mettre en demeure l'exploitant cesser le stockage de déchets sur site sans précaution particulière relatif à la prévention de la pollution des sols, des eaux superficielles et

souterraines.

Il convient par ailleurs que l'exploitant évalue l'impact environnemental des flux de polluants émis à l'environnement par l'établissement d'une interprétation de l'état du milieu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Proposition de délai : entre 1 et 3 mois en fonction des prescriptions

N°4

Référence réglementaire :

Article 11 du Titre III de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Article 14.2 du Titre III de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008

Thème(s) : Rejet à l'environnement non autorisé d'effluents résiduels non traités

Prescription contrôlée :

Produits dangereux : Le stockage de liquides inflammables, ainsi que des autres produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Points de rejets des eaux pluviales autorisés :

- au niveau du bassin de 1 300 m³ puis rejet dans le fossé longeant la voie SNCF (eaux pluviales Sud) ;
- au niveau du bassin de 1 100 m³ puis rejet dans le fossé longeant la voie SNCF (eaux pluviales Nord).

Constats :

- La plate-forme de stockage des déchets liquides en IBC (eaux résiduelles issues des opérations de lavage des encolleuses, huiles ...) est inondée par les eaux résiduelles qui se déversent directement au milieu naturel dans un fossé situé derrière cette plate-forme (rejet non autorisé) puis qui s'infiltrent.
- Il a été constaté un écoulement de liquide sous la presse à panneaux. Ce liquide se déverse dans une fosse située sous la presse qui semble aussi s'écouler par surverse vers le fossé non étanche et mitoyen du bâtiment de production (rejet non autorisé).
- Le réseau de récupération des eaux pluviales est obstrué par des tas écorces, ce qui contribue à inonder la plate-forme de stockage de déchets liquides ;
- les bassins situés au Nord du site sont toujours envahis par la végétation et n'ont pas été remis en état (constat déjà effectué lors de l'inspection précédente), ce qui contribue à inonder la plate-forme de stockage de déchets liquides. En outre, les eaux pluviales potentiellement souillées sont susceptibles de s'infiltrer dans le sol au niveau de ces bassins.

Observations :

La DREAL propose de mettre l'exploitant en demeure de cesser la pratique d'infiltration d'effluents résiduels sans traitement et sans autorisation de rejets.

Il convient par ailleurs que l'exploitant évalue l'impact environnemental des flux de polluants émis à l'environnement par l'établissement d'une interprétation de l'état du milieu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure
Proposition de délai : Proposition de délai : entre 1 et 3 mois en fonction des prescriptions

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté [n° arrêté]

portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et fixant des mesures conservatoires en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement à la Société THEBAULT-PLY-LAND située à Solférino

**La préfète,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 171-11, L. 512-20, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008 / 257 du 18 avril 2008 autorisant la société THEBAULT-PLY-LAND à exploiter une fabrique de panneaux de bois contreplaqués à Solférino ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015 / 383 du 25 juin 2015 complétant l'arrêté d'autorisation du 18 avril 2008 ;

VU le porter à connaissance d'octobre 2014 relatif à l'implantation d'une fabrique de briquettes densifiées de déchets de bois au sein de l'usine THEBAULT-PLY-LAND à Solférino ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 05 octobre 2022 relatif à l'inspection du 30 septembre 2022 ;

VU le courrier du 07 février 2023 de la société THEBAULT-PLY-LAND en réponse aux constats effectués lors de l'inspection du 30 septembre 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 26 juin 2023 relatif à l'inspection du 20 juin 2023 ;

VU les observations formulées le xx juillet 2023 par l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que le site de la société THEBAULT-PLY-LAND à Solférino n'est pas exploité dans les conditions définies par le porter à connaissance du 07 février 2023 portant sur le réaménagement des stockages classés sous la rubrique ICPE n° 1532 ni dans celles définies par le porter à connaissance relatif à l'implantation d'une fabrique de briquettes densifiées de déchets de bois ;

CONSIDÉRANT que les règles d'implantation et de distanciation des stockages de bois ne sont pas conformes à la réglementation applicable ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 20 juin 2023 du site

THEBAULT-PLY-LAND à Solférino, la présence d'une installation de traitement par évaporation des effluents résiduaux issus des opérations de lavage des encolleuses ;

CONSIDÉRANT que toute installation de traitement de déchets est soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, lors des inspections du 30 septembre 2022 et du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que des déchets étaient stockés à même le sol au Nord du site sans précaution particulière concernant la prévention de la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que cette pratique n'est pas conforme aux dispositions de l'article 34.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2008 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que des effluents résiduaux sont rejetés sans autorisation directement au milieu naturel dans le fossé mitoyen de la zone de stockage de déchets liquides ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le réseau des eaux pluviales était obstrué par des tas d'écorces, ce qui a contribué à l'inondation de la plate-forme de stockage de déchets liquides et au rejet non autorisé d'effluents résiduaux ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les 2 bassins Nord (dont un des deux est dédié à la récupération des eaux pluviales) n'ont pas été remis en état suite à l'inspection du 30 septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'un écoulement de liquide sous la presse était susceptible de se déverser dans le fossé mitoyen non étanche directement au milieu naturel et sans autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution des eaux et des sols conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2008 ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, que les effluents résiduaux non traités qui se déversent dans le fossé doivent être éliminés vers une filière de traitement adaptée et autorisée ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, que les déchets stockés à même le sol sans précaution particulière concernant les mesures de prévention de la pollution des milieux, doivent être éliminés vers une filière de traitement adaptée et autorisée et que les stockages de déchets même provisoires devront être stockés sur des surfaces étanches ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, que la totalité du réseau d'eaux pluviales et les bassins Nord doivent être remis en état ;

CONSIDÉRANT que le non-respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés encadrant l'activité du site est de nature à porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement,

lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société THEBAULT-PLY-LAND de régulariser sa situation administrative et fixer des mesures conservatoires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que plusieurs actions doivent être menées à court terme afin de satisfaire le cadre réglementaire imposé à l'exploitation ;

CONSIDÉRANT l'urgence à protéger le milieu naturel impacté par les stockages de déchets à même le sol et par les rejets d'effluents résiduels non autorisés du site exploité par la société THEBAULT-PLY-LAND à Solférino ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un incident survenu dans une installation ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement et en cas d'urgence, ces mesures peuvent être prescrites par des arrêtés sans consultation de la commission départementale compétente à savoir le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société THEBAULT-PLY-LAND dont le siège social est situé au 47, rue des Fontenelles 79 460 MAGNE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site exploité rue de la Gare 40 210 SOLFÉRINO.

Article 2 – Régularisation administrative

Article 2.1 – Dépôt d'un plan à connaissance relatif au réaménagement des stockages

répertoriés sous la rubrique 1532

La société THEBAULT-PLY-LAND est mise en demeure de déposer, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, un dossier de « porter à connaissance » portant sur le réaménagement des stockages de bois (rubrique ICPE n° 1532) avec tous les éléments d'appréciation (plan, mise à jour des calculs D9 / D9A, évaluation des effets des flux thermiques ...).

L'exploitant est tenu de respecter les articles 40 et 43 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2008 et l'article 5.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015.

Article 2.2 – Exploitation non autorisée d'une installation de traitement de déchets

La société THEBAULT-PLY-LAND dont le siège social est situé au 47, rue des Fontenelles 79460 MAGNE est mise en demeure, de régulariser la situation administrative de l'installation de traitement de déchets qu'elle exploite rue de la gare sur le territoire de la commune de SOLFÉRINO soit :

- en déposant un dossier de régularisation auprès de l'autorité administrative compétente ;
- en cessant l'exploitation de l'installation de traitement de déchets.

Les délais pour respecter la présente mise en demeure sont les suivants :

- **Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans le mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la régularisation des activités relevant des installations classées exercées, ces démarches doivent être réalisées **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**. Dans l'attente de l'instruction du dossier de demande d'autorisation, l'exploitant cesse la pratique de traitement des déchets et élimine les déchets vers une filière spécialisée.

Article 2.3 – Exploitation non autorisée d'une installation de stockage de déchets

La société THEBAULT-PLY-LAND dont le siège social est situé au 47, rue des Fontenelles 79460 MAGNE est mise en demeure, de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets qu'elle exploite rue de la gare sur le territoire de la commune de SOLFÉRINO soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'autorité administrative compétente ;
- en cessant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets.

Les délais pour respecter la présente mise en demeure sont les suivants :

- **Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans le mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la régularisation des activités relevant des installations classées exercées, ces démarches doivent être réalisées **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**. Dans l'attente de l'instruction du dossier de demande d'autorisation, l'exploitant cesse cette pratique de stockage des déchets et les élimine vers une filière spécialisée.

Article 2.4 – Rejet à l'environnement non autorisé d'effluents résiduels non traités

La société THEBAULT-PLY-LAND dont le siège social est situé au 47, rue des Fontenelles 79460 MAGNE est mise en demeure, de régulariser la situation administrative du nouveau point de rejet qu'elle exploite rue de la gare sur le territoire de la commune de SOLFÉRINO soit :

- en déposant un dossier de régularisation auprès de l'autorité administrative compétente ;
- en cessant l'exploitation du nouveau point de rejet.

Les délais pour respecter la présente mise en demeure sont les suivants :

- **Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans le mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la régularisation des activités relevant des installations classées exercées, ces démarches doivent être réalisées **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 3 – Mesures conservatoires

Article 3.1 – Gestion des effluents résiduels présents dans le fossé

La société THEBAULT-PLY-LAND, **dans un délai de 1 mois compter de la notification du présent arrêté**, est tenue :

- d'évacuer les effluents résiduels contenus dans le fossé, en procédant à leur élimination vers une installation de traitement adaptée et autorisée ;
- d'effectuer un curage du fossé dans les règles de l'art et de justifier de l'élimination des résidus de curage vers une installation de traitement adaptée et autorisée.

La société THEBAULT-PLY-LAND met en œuvre les actions correctives d'exploitation nécessaires pour qu'un tel événement ne puisse pas se reproduire.

Les documents justifiant de l'élimination de ces déchets seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Article 3.2 – Gestion des déchets stockés à même le sol au Nord du site

La société THEBAULT-PLY-LAND, **dans un délai de 1 mois compter de la notification du présent arrêté**, est tenue d'évacuer les déchets vers une installation de traitement adaptée et autorisée.

Les documents justifiant de l'élimination de ces déchets seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Article 3.3 – Étude d'interprétation de l'état des milieux sur les zones impactées

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser par un organisme, dont le choix doit être soumis à l'approbation de l'inspection, une étude de nature à établir une interprétation de l'état des milieux sur les parcelles A0133 et A0135 du plan cadastral de la commune de Solférino où la présence de déchets a été observée.

Cette étude sera notamment fondée sur la réalisation de sondages, prélèvements et analyses des sols et des eaux souterraines potentiellement polluées. Elle s'attachera à définir :

- la nature exhaustive des polluants susceptibles d'avoir été stockés sans précaution ;
- la mise en place d'un réseau de piézomètres à créer en vue :
 - de définir le sens d'écoulement de la nappe phréatique, à partir d'un nivellement de hauteur de piézomètres ;
 - de délimiter l'extension de la zone polluée ;
- le cas échéant, proposer des mesures de décontamination et/ou de surveillance.

Le positionnement des sondages et des piézomètres sera soumis avant réalisation à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Le rapport présentant l'interprétation de l'état des milieux sera transmis à l'inspection des installations classées **dans un délai maximal de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 4 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-avant ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La saisine du tribunal administratif peut être effectuée par courrier ou par voie électronique par le biais de l'application Télérecours accessible sur le site <https://www.telerecours.fr/>

Article 7 – Ampliations

Le présent arrêté sera notifié à la SAS THEBAULT-PLY-LAND.

Ampliation en sera adressée à :

- le secrétaire général de la préfecture,
- le maire de la commune de Solférino,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le

